

Infrastructures, transports et mer

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER,
EN CHARGE DES TECHNOLOGIES VERTES
ET DES NÉGOCIATIONS SUR LE CLIMAT

*Direction générale des infrastructures,
des transports et de la mer*

Régie autonome des transports parisiens

Décision du 1^{er} juin 2010 portant délégations de pouvoir du directeur de département M2E ; au directeur de l'unité opérationnelle Est ; au responsable de la mission maîtrise des risques audit inspection (MAI) ; au responsable de la fonction support ressources humaines (RH) et au responsable de la fonction support contrôle de gestion (CG)

NOR : DEVT1020721S

(Texte non paru au *Journal officiel*)

Délégation au directeur de l'unité opérationnelle Est

Le directeur du département M2E,

Décide :

Article 1^{er}

De donner délégation au directeur de l'unité opérationnelle Est à l'effet d'exercer, pour son unité, les pouvoirs suivants :

1. – Application du droit du travail et gestion des ressources humaines :
 - 1.1. – Définir et mettre en œuvre, dans son unité, l'organisation du travail ;
 - 1.2. – Mettre en œuvre, dans son unité, la législation et la réglementation du travail, les règlements internes de la RATP, les accords signés au niveau central de l'entreprise et du département M2E, veiller à leur stricte et constante application ;
Le délégataire devra tout particulièrement appliquer les dispositions relatives aux conditions de travail du personnel, à la prévention des accidents du travail, à l'hygiène et à la sécurité des agents, au droit syndical et au fonctionnement des institutions représentatives du personnel ;
 - 1.3. – Mener le dialogue social et conclure des accords collectifs en application des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en vigueur ;
 - 1.4. – Déterminer les horaires de travail des agents de son unité dans le cadre de la législation et des réglementations applicables ;
 - 1.5. – Prononcer les mesures disciplinaires du premier degré et proposer celles du second degré ;
 - 1.6. – Recruter les opérateurs et membres de l'encadrement ;
 - 1.7. – Rompre le contrat de travail des agents stagiaires engagés sous statut et du personnel non statutaire, à l'exception des cadres ;
 - 1.8. – Préparer et exécuter le plan de formation du personnel et mettre en œuvre, le cas échéant, pour son unité, le droit au congé individuel de formation ;
 - 1.9. – Donner un avis sur l'inscription des agents de son unité aux actions de mobilité et de promotion interne ;
 - 1.10. – Décider de l'avancement des opérateurs et établir les propositions d'avancement pour les agents de maîtrise et les cadres de son unité.
2. – Sécurité des voyageurs, des agents et des tiers :
Prendre toutes mesures susceptibles d'éviter que des dommages soient causés aux voyageurs, aux agents et aux tiers, quels qu'ils soient, du fait des activités de la RATP.
3. – Autres dispositions :
 - 3.1. – Prendre, lorsqu'elles relèvent des attributions de son unité, toutes mesures nécessaires pour assurer le respect des obligations de toute nature que la loi et les règlements mettent à la charge de la RATP ;

3.2. – Exercer, pour les établissements physiques affectés exclusivement ou à titre principal à l'activité de son unité et dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, les fonctions de responsable de site, à moins que ces fonctions n'aient été expressément et spécialement déléguées à une autre personne ;

3.3. – Prendre les décisions qui permettent le maintien en état du patrimoine et la qualité de service au quotidien.

Article 2

Le délégataire assumera toutes les responsabilités, notamment pénales, que la loi ou les règlements mettent à la charge du chef d'entreprise, ces responsabilités étant expressément déléguées en même temps que les pouvoirs correspondants.

Article 3

Dans le cadre des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente délégation, le délégataire, après en avoir préalablement informé le délégant, pourra déléguer sa signature.

Article 4

La présente délégation annule et remplace la délégation référencée note de département n° M2E-30 de juillet 2005.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat.

*Le directeur du département M2E,
Le chef de l'établissement M2E,*

P. LOVISA

Délégation au responsable de la mission maîtrise des risques audit inspection (MAI)

Le directeur du département M2E,

Décide :

Article 1^{er}

De donner délégation au responsable de la mission maîtrise des risques audit inspection (MAI) à l'effet d'exercer, pour sa mission, les pouvoirs suivants :

1. – Application du droit du travail et gestion des ressources humaines :
 - 1.1. – Définir et mettre en œuvre, dans le cadre de sa mission, l'organisation du travail ;
 - 1.2. – Mettre en œuvre, dans le cadre de sa mission, la législation et la réglementation du travail, les règlements internes de la RATP, les accords signés au niveau central de l'entreprise et du département M2E, veiller à leur stricte et constante application ;
- Le délégataire devra tout particulièrement appliquer les dispositions relatives aux conditions de travail du personnel, à la prévention des accidents du travail, à l'hygiène et à la sécurité des agents, au droit syndical et au fonctionnement des institutions représentatives du personnel ;
- 1.3. – Mener le dialogue social et conclure des accords collectifs en application des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en vigueur ;
- 1.4. – Déterminer les horaires de travail des agents de sa mission dans le cadre de la législation et des réglementations applicables ;
- 1.5. – Prononcer les mesures disciplinaires du premier degré et proposer celles du second degré ;
- 1.6. – Recruter les opérateurs et membres de l'encadrement ;
- 1.7. – Rompre le contrat de travail des agents stagiaires engagés sous statut et du personnel non statutaire, à l'exception des cadres ;

- 1.8. – Préparer et exécuter le plan de formation du personnel et mettre en œuvre, le cas échéant, pour sa mission, le droit au congé individuel de formation ;
- 1.9. – Donner un avis sur l'inscription des agents de sa mission aux actions de mobilité et de promotion interne ;
- 1.10. – Décider de l'avancement des opérateurs et établir les propositions d'avancement pour les agents de maîtrise et les cadres de sa mission.
2. – Sécurité des voyageurs, des agents et des tiers :
Prendre toutes mesures susceptibles d'éviter que des dommages soient causés aux voyageurs, aux agents et aux tiers, quels qu'ils soient, du fait des activités de la RATP.
3. – Autres dispositions :
- 3.1. – Prendre, lorsqu'elles relèvent des attributions de sa mission, toutes mesures nécessaires pour assurer le respect des obligations de toute nature que la loi et les règlements mettent à la charge de la RATP ;
- 3.2. – Exercer, pour les établissements physiques affectés exclusivement ou à titre principal à l'activité de sa mission et dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, les fonctions de responsable de site, à moins que ces fonctions n'aient été expressément et spécialement déléguées à une autre personne ;
- 3.3. – Prendre les décisions qui permettent le maintien en état du patrimoine et la qualité de service au quotidien.

Article 2

Le délégataire assumera toutes les responsabilités, notamment pénales, que la loi ou les règlements mettent à la charge du chef d'entreprise, ces responsabilités étant expressément déléguées en même temps que les pouvoirs correspondants.

Article 3

Dans le cadre des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente délégation, le délégataire, après en avoir préalablement informé le délégant, pourra déléguer sa signature.

Article 4

La présente délégation annule et remplace la délégation référencée note de département n° M2E-01 de janvier 2006.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat.

*Le directeur du département M2E,
Le chef de l'établissement M2E,
P. LOVISA*

Délégation au responsable de la fonction support ressources humaines (RH)

Le directeur du département M2E,

Décide :

Article 1^{er}

De donner délégation au responsable de la fonction support ressources humaines (RH) à l'effet d'exercer, pour sa fonction support, les pouvoirs suivants :

1. – Application du droit du travail et gestion des ressources humaines :
- 1.1. – Définir et mettre en œuvre, dans sa fonction support, l'organisation du travail ;
- 1.2. – Mettre en œuvre, dans sa fonction support, la législation et la réglementation du travail, les règlements internes de la RATP, les accords signés au niveau central de l'entreprise et du département M2E, veiller à leur stricte et constante application. Le délégataire devra tout particulièrement

appliquer les dispositions relatives aux conditions de travail du personnel, à la prévention des accidents du travail, à l'hygiène et à la sécurité des agents, au droit syndical et au fonctionnement des institutions représentatives du personnel ;

1.3. – Mener le dialogue social et conclure des accords collectifs en application des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en vigueur ;

1.4. – Déterminer les horaires de travail des agents de sa fonction support dans le cadre de la législation et des réglementations applicables ;

1.5. – Prononcer les mesures disciplinaires du premier degré et proposer celles du second degré ;

1.6. – Recruter les opérateurs et membres de l'encadrement ;

1.7. – Rompre le contrat de travail des agents stagiaires engagés sous statut du personnel non statutaire, à l'exception des cadres ;

1.8. – Préparer et exécuter le plan de formation du personnel et mettre en œuvre, le cas échéant, pour sa fonction support, le droit au congé individuel de formation ;

1.9. – Donner un avis sur l'inscription des agents de sa fonction support aux actions de mobilité et de promotion interne ;

1.10. – Décider de l'avancement des opérateurs et établir les propositions d'avancement pour les agents de maîtrise et les cadres de sa fonction support.

2. – Sécurité des voyageurs, des agents et des tiers :

Prendre toutes mesures susceptibles d'éviter que des dommages soient causés aux voyageurs, aux agents et aux tiers, quels qu'ils soient, du fait des activités de la RATP.

3. – Autres dispositions :

3.1. – Prendre, lorsqu'elles relèvent des attributions de sa fonction support, toutes mesures nécessaires pour assurer le respect des obligations de toute nature que la loi et les règlements mettent à la charge de la RATP ;

3.2. – Exercer, pour les établissements physiques affectés exclusivement ou à titre principal à l'activité de son unité et dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, les fonctions de responsable de site, à moins que ces fonctions n'aient été expressément et spécialement déléguées à une autre personne ;

3.3. – Prendre les décisions qui permettent le maintien en état du patrimoine et la qualité de service au quotidien.

Article 2

Le délégataire assumera toutes les responsabilités, notamment pénales, que la loi ou les règlements mettent à la charge du chef d'entreprise, ces responsabilités étant expressément déléguées en même temps que les pouvoirs correspondants.

Article 3

Dans le cadre des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente délégation, le délégataire, après en avoir préalablement informé le délégant, pourra déléguer sa signature.

Article 4

La présente délégation annule et remplace la délégation référencée note de département n° M2E-30 de décembre 2004.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat.

*Le directeur du département M2E,
Le chef de l'établissement M2E,*

P. LOVISA

Délégation au responsable de la fonction support contrôle de gestion (CG)

Le directeur du département M2E,

Décide :

Article 1^{er}

De donner délégation au responsable de la fonction support contrôle de gestion (CG) à l'effet d'exercer, pour sa fonction support, les pouvoirs suivants :

1. – Application du droit du travail et gestion des ressources humaines :
 - 1.1. – Définir et mettre en œuvre, dans sa fonction support, l'organisation du travail ;
 - 1.2. – Mettre en œuvre, dans sa fonction support, la législation et la réglementation du travail, les règlements internes de la RATP, les accords signés au niveau central de l'entreprise et du département M2E, veiller à leur stricte et constante application ;
Le délégataire devra tout particulièrement appliquer les dispositions relatives aux conditions de travail du personnel, à la prévention des accidents du travail, à l'hygiène et à la sécurité des agents, au droit syndical et au fonctionnement des institutions représentatives du personnel ;
 - 1.3. – Mener le dialogue social et conclure des accords collectifs en application des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en vigueur ;
 - 1.4. – Déterminer les horaires de travail des agents de sa fonction support dans le cadre de la législation et des réglementations applicables ;
 - 1.5. – Prononcer les mesures disciplinaires du premier degré et proposer celles du second degré ;
 - 1.6. – Recruter les opérateurs et membres de l'encadrement ;
 - 1.7. – Rompre le contrat de travail des agents stagiaires engagés sous statut et du personnel non statutaire, à l'exception des cadres ;
 - 1.8. – Préparer et exécuter le plan de formation du personnel et mettre en œuvre, le cas échéant, pour sa fonction support, le droit au congé individuel de formation ;
 - 1.9. – Donner un avis sur l'inscription des agents de sa fonction support aux actions de mobilité et de promotion interne ;
 - 1.10. – Décider de l'avancement des opérateurs et établir les propositions d'avancement pour les agents de maîtrise et les cadres de sa fonction support.
2. – Sécurité des voyageurs, des agents et des tiers :
Prendre toutes mesures susceptibles d'éviter que des dommages soient causés aux voyageurs, aux agents et aux tiers, quels qu'ils soient, du fait des activités de la RATP.
3. – Autres dispositions :
 - 3.1. – Prendre, lorsqu'elles relèvent des attributions de sa fonction support, toutes mesures nécessaires pour assurer le respect des obligations de toute nature que la loi et les règlements mettent à la charge de la RATP ;
 - 3.2. – Exercer, pour les établissements physiques affectés exclusivement ou à titre principal à l'activité de son unité et dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, les fonctions de responsable de site, à moins que ces fonctions n'aient été expressément et spécialement déléguées à une autre personne ;
 - 3.3. – Prendre les décisions qui permettent le maintien en état du patrimoine et la qualité de service au quotidien.

Article 2

Le délégataire assumera toutes les responsabilités, notamment pénales, que la loi ou les règlements mettent à la charge du chef d'entreprise, ces responsabilités étant expressément déléguées en même temps que les pouvoirs correspondants.

Article 3

Dans le cadre des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente délégation, le délégataire, après en avoir préalablement informé le délégant, pourra déléguer sa signature.

Article 4

La présente délégation annule et remplace la délégation référencée par la note de département n° M2E-48 de décembre 2008.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat.

*Le directeur du département M2E,
Le chef de l'établissement M2E,*
P. LOVISA